

Annexe A

à soumettre sur le papier à en-tête de l'entreprise

Le soussigné _____, né à _____ il _____ Code des impôts

En sa qualité de représentant légal de :

Nom de la société/entreprise individuelle : _____

Siège social : _____

N° de TVA _____

Telefono: _____

Courrier : _____

PEC : _____

Au nom et pour le compte de la/des société(s) représentée(s)

EXPRIME

son intérêt à bénéficier des services offerts par le projet SINTURS visé par l'avis publié le 27/6/2022 par Insight Risorse Umane et le Réseau Métropolitain Nord Sardaigne.

A cet effet, conscient qu'en cas de fausse déclaration il sera puni par le Code Pénal selon les dispositions de l'art. 76 du D.P.R. 445/2000 susmentionné et que, en outre, au cas où le contrôle effectué révélerait la non véracité du contenu de l'une quelconque des déclarations faites, il perdra les bénéfices découlant de toute mesure émise sur la base de la vraie déclaration (art. 75 D.P.R. 445/2000), sous sa responsabilité, déclare :

a) que la société représentée est enregistrée auprès de la CCIAA de _____ con sous le numéro _____ ;

b) que la société représentée a été constituée sur _____ ;

c) que l'entreprise

è

n'est pas

une entreprise innovante ;

d) que, selon les dispositions de la recommandation 2003/361/CE, l'entreprise représentée est une

micro (moins de 10 personnes et chiffre d'affaires annuel et total du bilan ne dépassant pas 10 millions d'euros).

petite (moins de 50 personnes et chiffre d'affaires annuel et total du bilan ne dépassant pas 2 millions d'euros).

de taille moyenne (moins de 250 personnes et chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 50 millions d'euros et total du bilan n'excédant pas 43 millions d'euros).

e) qu'il est à jour de ses cotisations de sécurité sociale/assurance sociale conformément à la loi

f) d'assumer la part de minimis du coût des services qu'ils recevront en cas d'admission ;

g) d'exprimer son consentement au traitement des données en vertu et aux fins du REG. UE 679/2016.

Lieu, _____ date, _____

SIGNATURE ET CACHET

Pièces jointes :

- 1) Curriculum vitae ou statut de l'entreprise mettant en évidence les activités dans le secteur du tourisme ou liées à celui-ci (par exemple : artisanat, production ou commerce de produits agroalimentaires typiques) ;
- 2) Certificat d'enregistrement CCIAA ou certificat d'attribution du numéro de TVA
- 3) Annexe B complétée dans son intégralité ;
- 4) Photocopie de la pièce d'identité du représentant légal (en cas de remise en main propre et d'envoi par courrier recommandé).

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e) Monsieur/Madame/Mademoiselle _____ né(e) à _____ le _____ en tant que Représentant légal de l'entreprise _____ Numéro SIRET _____ Siège social _____, Adresse _____

sur l'honneur et prenant connaissance des sanctions pénales encourues par l'auteur d'une fausse attestation, ainsi que de la perte du bénéfice obtenu, qui serait éventuellement du à la décision adoptée sur la base de la fausse attestation,

JE DEMANDE

que la contribution demandée, à valoir sur le Programme de Coopération Transfrontalière Italie-France Maritime 2014-2020 pour le projet : < **"SINTURS - Aide aux nouvelles entreprises des zones marginales pour l'acquisition de services dans le secteur du tourisme durable**> soit octroyée (*choisir l'option*):

En régime "de minimis" conformément au règlement (UE) no 1407/2013 et à ses modifications ultérieures.

je déclare être conscient que le montant de la contribution FEDER pourra être revu à la suite de l'évaluation de la participation de l'entreprise à l'appel à manifestation d'intérêt (titre de l'appel...);

je m'engage, en cas de demande de l'Autorité de Gestion, à présenter toute la documentation jugée nécessaire pour vérifier les déclarations soussignées;

je m'engage en cas d'approbation de participation de l'entreprise à l'appel à manifestation d'intérêt, également à informer rapidement l'Autorité de Gestion de toute modification éventuelle des conditions d'origine survenant après la présente déclaration;

je suis également informé/e des sanctions prévues en cas de déclarations mensongères ainsi que de l'obligation de rembourser, dans les plus brefs délais, la contribution indûment reçue avec les intérêts.

DÉCLARE

que l'entreprise que je représente est qualifié, aux termes de la Recommandation 2003/361/CE, comme:

- micro;
 - petite;
 - moyenne;
 - grande
- n'a pas reçu, dans l'exercice en cours et les deux années précédentes, d'aides "de minimis" au titre des Règlements indiqués ci-dessus ;

ou

- a reçu, dans l'exercice en cours et les deux années précédentes, les aides "de minimis" suivantes (*tableau à remplir*)

Entreprise bénéficiaire ¹	Décision d'octroi de la contribution / Règlement UE	Date d'octroi	Nature de la contribution (subventions, prêts, garanties, etc.)	Organisme octroyant ²	Montant de l'aide (en ESB)	
					Octroyé	Payé pour solde ³

- n'est pas contrôlée par, ni contrôle, directement ou indirectement, d'autres entreprises

- contrôle, même indirectement, les entreprises suivantes ayant leur siège en Italie (*Raison sociale et coordonnées*)

.....
.....
.....

- est contrôlée, même indirectement, par les entreprises suivantes ayant leur siège en Italie (*Raison sociale et coordonnées*)

.....
.....
.....

- n'a pas fait l'objet d'acquisitions/fusions

ou

- a fait l'objet d'acquisitions/fusions et que les entreprises participant à ladite acquisition/fusion se sont vues octroyer, dans l'exercice en cours et les deux années précédentes, les aides "de minimis" suivantes (*tableau à remplir*)

Entreprise bénéficiaire ⁴	Décision d'octroi de la contribution / Règlement UE	Date d'octroi	Nature de la contribution (subventions, prêts, garanties, etc.)	Organisme octroyant ⁵	Montant de l'aide (en ESB)	
					Octroyé	Payé pour sold ⁶

¹ Il s'agit d'une entreprise autre que celle représentée, mais reliée à cette dernière par des opérations de fusion ou d'acquisition, ayant bénéficié d'aides.

² Il s'agit de l'organisme octroyant l'aide ou de l'organisme de référence (Etat, Région, Département, Municipalité, Chambres de Commerce, CRAM, CPAM, Trésor public, etc.).

³ Ce montant peut différer de celui indiqué dans la colonne "octroyé" dans deux cas: a) lorsque le "payé pour solde" sera réduit par rapport à l'octroi initiale; b) si l'entreprise représentée a fait l'objet d'une scission et une partie de l'aide est imputable à la société préexistante.

⁴ Il s'agit d'une entreprise autre que celle représentée, mais reliée à cette dernière par des opérations de fusion ou d'acquisition, ayant bénéficié d'aides.

⁵ Il s'agit de l'organisme octroyant l'aide ou de l'organisme de référence (Etat, Région, Département, Municipalité, Chambres de Commerce, CRAM, CPAM, Trésor public, etc.).

⁶ Ce montant peut différer de celui indiqué dans la colonne "octroyé" dans deux cas: a) lorsque le "payé pour solde" sera réduit par rapport à l'octroi initiale; b) si l'entreprise représentée a fait l'objet d'une scission et une partie de l'aide est imputable à la société préexistante.

n'a pas fait l'objet de scission

ou

a fait l'objet de scission et que, dans la période précédente ladite scission, l'entreprise représentée s'est vue octroyer, dans l'exercice en cours et les deux années précédentes, les aides "de minimis" suivantes (tableau à remplir)

Entreprise bénéficiaire ⁷	Décision d'octroi de la contribution / Règlement UE	Date d'octroi	Nature de la contribution (subventions, prêts, garanties, etc.)	Organisme octroyant ⁸	Montant de l'aide (en ESB)	
					Octroyé	Payé pour solde ⁹

n'a pas perçu d'autres aides d'État pour les mêmes dépenses éligibles au de minimis

ou

a perçu d'autres aides d'État pour les mêmes dépenses éligibles au de minimis dans la limite d'intensité autorisée au titre du même régime ou par décision.

J'autorise l'Administration chargée de la procédure au traitement des données personnelles fournies durant les procédures liées à l'Appel à manifestation d'intérêt cité ci-dessus, aux termes du Décret Législatif italien n.196 du 30 juin 2003 n. 196 et du RGPD (Règlement UE 2016/679) à des fins de gestion et statistiques, également à l'aide de moyens électroniques ou automatisés.

Lieu et date _____

Signature du Représentant légal _____

(1) Le représentant légal" est la personne qui, conformément à l'ordre juridique interne de l'organisme représenté, a le droit de signer les documents au nom et pour le compte de l'organisme participant. Les organes du Programme se réservent le droit d'en vérifier l'effective titularité.

(2) Pour l'élaboration de cette déclaration, nous vous demandons d'écrire **exclusivement** l'option qui Vous concerne, en omettant celle qui n'est pas concernée.

Les attestations doivent être signées par le Représentant Légal de l'entreprise concernée en utilisant la signature électronique ou manuscrite (seulement dans ce cas-ci il faudra joindre aussi une copie de la carte d'identité).

⁷Il s'agit d'une entreprise autre que celle représentée, mais reliée à cette dernière par des opérations de fusion ou d'acquisition, ayant bénéficié d'aides.

⁸Il s'agit de l'organisme octroyant l'aide ou de l'organisme de référence (Etat, Région, Département, Municipalité, Chambres de Commerce, CRAM, CPAM, Trésor public, etc.).

⁹Ce montant peut différer de celui indiqué dans la colonne "octroyé" dans deux cas: a) lorsque le "payé pour solde" sera réduit par rapport à l'octroi initiale; b) si l'entreprise représentée a fait l'objet d'une scission et une partie de l'aide est imputable à la société préexistante.